



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du  
Travail, des Solidarités et de la Protection  
des Populations des Deux-Sèvres**

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 13/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS GAZTEAM ENERGIE**

La Maison Neuve  
79140 Combrand

Références : 2026-00885  
Code AIOT : 0007211877

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement SAS GAZTEAM ENERGIE implanté La Maison Neuve 79140 Combrand. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre du plan pluriannuel des contrôles 2026

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS GAZTEAM ENERGIE
- La Maison Neuve 79140 Combrand
- Code AIOT : 0007211877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Unité de méthanisation et de valorisation du biogaz traitant des matières organiques d'origine agricole collectées dans un rayon de vingt kilomètres autour du site implanté au lieu-dit « La Maison Neuve » sur la commune de COMBRAND.

Traitement des déchets organiques (fumiers de bovins, volailles et caprins essentiellement et de paille, menues pailles et d'ensilage de cultures intermédiaires). Les opérations de méthanisation conduisent à une production de biogaz injecté dans le réseau de gaz naturel GRTgaz après

épuration.

Une installation de liquéfaction de CO<sub>2</sub> est également installée

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 ATEX

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Établissement globalement conforme dans le domaine inspecté.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'une Étude Des Dangers (EDD) à jour qui définit la méthodologie mise en œuvre pour identifier les zones à risques.</p> <p>Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) est une annexe du document unique présent sur le site.</p> <p>Présence d'un plan de zonage ATEX (zone 1 et 2)</p> <p>Présence d'une liste des équipements ATEX et leur situation (zone 1 ou 2).</p> <p>Présence de fiches protocoles pour les interventions sur les différents organes du méthaniseur.</p> <p>Mise à la terre de toutes masses métalliques et conductrices des installations (risque électrostatique, foudre).</p> <p>Présence d'un plan de prévention des risques.</p>

Présence des attestations de formation du personnel
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Plan général des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
<b>Constats :</b>  Présence d'un plan de zone ATEX répertoriant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. Le plan de zonage est cohérent avec l'étude des dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Identification des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Présence de la signalétique « ATEX », notamment à l'entrée de chaque zone Présence de consignes de sécurité à l'entrée dans chaque zone (l'interdiction de téléphone portable, de fumer, d'apporter du feu...). Présence des attestations de formation du personnel intervenant en zone ATEX
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Des mesures de maîtrise des risques sont présents dans l'EDD. Elles sont appliquées à travers une organisation générale de la sécurité (formation du personnel, consignes de sécurité, procédures d'exploitation), des procédures organisationnelles (permis feu, contrôles d'étanchéité, procédure en cas d'urgence, détecteurs de gaz portatif pour le personnel, ventilation des espaces clos), une signalisation et un matériel ATEX (panneaux de signalisation bien visibles, classement en zone, matériel spécifique ATEX, mise à la terre), une protection contre la foudre et un programme de maintenance préventive.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Conformité des appareils

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  Présence d'une liste des appareils Présence de fiches d'intervention de maintenance Présence d'un plan de maintenance préventive du matériel ATEX Matériel visuellement en bon état d'entretien, comportant de manière lisible les indications minimales demandées Absence de notice d'utilisation en français du matériel utilisé en zone ATEX
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre les notices d'utilisation en français du matériel utilisé en zone ATEX
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente,

conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b>  Présence du dernier rapport de vérification périodique des installations électriques (Q18) en date du 10 février 2026 (travaux sur anomalies détectées en commande) Présence du dernier rapport de vérification périodique de thermographie infrarouge (Q19) en date du 23 janvier 2026 (travaux réalisés) Présence du contrôle de détection des fuites de gaz en date du 26 juin 2025 (une fuite difficilement détectable sans chute de production est en cours d'analyse – les fuites facilement détectables ont fait l'objet d'une maintenance)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Fournir à l'inspection des installations classées le prochain rapport de détection des fuites de gaz à faire en juin 2026
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**Annexe confidentielle**  
**Non communicable au public**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>  
☒ Secret industriel  
☐ Autres :

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Installations électriques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Information confidentielle :  Fuite du réseau de chauffage en toiture qui entraîne une dégradation de la toiture (faible fuite de gaz) et une baisse de production. Exploitant en procédure judiciaire (expertise en cours)